

Communiqué de Presse Paris, 5 mars 2023

La future directive européenne sur les Poids et Dimensions des Camions en Europe est inacceptable et contraire aux enjeux climatiques et économiques de La France !

L'Alliance 4F, qui représente tous les acteurs du secteur du fret ferroviaire français, appelle les parlementaires européens à rejeter la généralisation des 44 tonnes et à s'opposer au projet d'autorisation des megatrucks. Elle demande également au Gouvernement français de protéger ses citoyens en s'opposant à ces camions en trafic transfrontalier, en complète opposition avec les engagements pris lors des Accords de Paris et pour un Green Deal européen.

Le Parlement européen se prépare à voter une révision cruciale de la directive sur les poids et dimensions des camions en Europe, avec des implications significatives pour la sécurité, l'économie et l'environnement. La directive propose d'augmenter les limites actuelles, en permettant le passage pour les flux transfrontaliers des camions de 40 à 44 tonnes, et en autorisant les megatrucks à passer les frontières, des mastodontes de plus de 25 mètres de long et pesant jusqu'à 60 tonnes, interdits même aux États-Unis.

La révision envisagée soulève des inquiétudes majeures, notamment en matière de sécurité routière, d'impacts économiques et environnementaux et de distorsion concurrentielle entre les modes de transport. Alors que le vote est prévu la semaine du 11 mars à Strasbourg, l'Alliance 4F, représentant la filière du fret ferroviaire français et du transport combiné rail-route, s'oppose fermement à cette directive aux conséquences potentiellement dévastatrices.

Vous pouvez retrouver en pièce-jointe une note d'information exposant les principaux arguments de tous les acteurs contre cette directive :

- **L'adoption aujourd'hui de cette directive met en péril la sécurité sur les routes de citoyens français et européens. Des camions plus lourds et plus longs sur des routes déjà congestionnées, c'est 80% de risques d'accidents en plus par rapport au transport ferroviaire.**
- **Cette directive est poussée par les pays européens champions du dumping social, dont les camions ne font que traverser la France sans payer le coût des infrastructures.**
- **Des camions plus lourds vont user prématurément nos routes et nécessiter d'adapter nos infrastructures (ponts, ronds-points...) aux seuls frais des contribuables français.**
- **La directive compromet fortement le développement du fret ferroviaire et du transport combiné rail-route, le plus vertueux, salué et encouragé par la France et la Commission européenne.**

- L'adoption de cette directive aurait comme conséquence immédiate une augmentation considérable des émissions de CO2, car elle permet jusqu'en 2035 (au minimum) à ces camions de fonctionner au diesel...

Où est le Green Deal qui lutte contre le changement climatique et censé protéger les Européens ?

À propos de l'Alliance 4F :

À propos 4F, « Fret Ferroviaire Français du Futur », est une alliance qui réunit les acteurs de la filière en France afin de structurer un ensemble de mesures nécessaires à la sauvegarde et au développement du fret ferroviaire et du transport combiné.

<https://www.fret4f.fr/>

Suivre 4F sur Twitter et LinkedIn

Contacts médias : KBZ Corporate pour 4F
Sandra Tricot – 06 65 85 85 65 – stricot@kbzcorporate.com